

Lettre conjointe de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Tony Blair, Premier ministre britannique, adressée à M. Costas Simitis, Premier ministre de Grèce et président en exercice de l'Union européenne, sur l'aide de l'Union européenne au Fonds mondial pour la santé et le financement des Objectifs de Développement pour le Millénaire, Paris, Londres le 16 juin 2003.

Monsieur le Premier Ministre, Cher Costas,

Nous pensons que le moment est venu pour l'Union européenne de réaffirmer son rôle de leader dans l'effort mondial en faveur du développement international. L'Union européenne - la Communauté et ses Etats membres - est le premier contributeur mondial. Et nous avons une longue tradition d'utilisation de tous les instruments à notre disposition pour lutter contre la pauvreté dans des pays plus pauvres que les nôtres.

A Evian, nous avons instamment demandé que l'Union européenne fasse en sorte que sa contribution au Fonds mondial pour la Santé soit comparable à celle des Etats-Unis. Le Congrès américain a stipulé que la contribution totale des Etats-Unis au Fonds mondial ne devrait pas dépasser 33 % du total mais qu'à cette condition les Etats-Unis pourraient donner jusqu'à 1 milliard de dollars au Fonds mondial en 2004. Nous sommes tout à fait convaincus qu'il faudrait que l'Europe prenne un engagement positif, à la hauteur de la contribution potentielle des Etats-Unis, dont l'incidence sur la lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme dans le monde entier pourrait être déterminante. Nous espérons que nous pourrions parvenir à un accord à Thessalonique pour donner un montant équivalent à la contribution américaine, jusqu'à 1 milliard de dollars par an.

Au-delà de l'apport de fonds supplémentaires en 2004, nous devons également faire en sorte que le financement du Fonds mondial pour la Santé repose sur des bases sûres et prévisibles. Par ailleurs, le Fonds mondial doit résoudre les problèmes de gestion qu'il connaît actuellement et prendre des décisions adaptées pour son fonctionnement futur. C'est avec ces objectifs que la France va accueillir, le 16 juillet prochain, une conférence des donateurs.

A Evian, nous avons également reconnu la nécessité d'accroître de manière substantielle les financements consacrés à la réalisation des Objectifs du Développement pour le Millénaire. La proposition d'une Facilité de Financement Internationale a été bien accueillie par les dirigeants des pays en développement en tant que mécanisme novateur et important pour aider à réduire ce déficit de financement.

Cette Facilité propose d'utiliser les engagements fermes pris en matière d'APD sur le long terme comme garantie pour obtenir des ressources supplémentaires sur les marchés internationaux de capitaux, en se fondant sur des principes éprouvés pour mobiliser des financements en faveur du développement. Cette Facilité devrait procurer d'emblée des ressources pour les quelques années à venir, période pendant laquelle elles seront le plus à même de contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement pour le Millénaire.

Tout comme nous empruntons au plan national pour financer des investissements destinés à nos propres infrastructures, systèmes de santé et d'éducation, il est tout aussi logique d'un point de vue économique d'emprunter pour investir dans la prospérité et la stabilité futures des pays en développement.

Nous espérons que l'ECOFIN va pouvoir à présent étudier et soutenir cette initiative. De cette manière, l'Europe pourrait, en montrant l'exemple, inciter fortement les autres pays développés à débloquer les ressources nécessaires pour atteindre les Objectifs de Développement pour le Millénaire.

Cette lettre est également envoyée aux autres membres du Conseil européen.